

Questions orales

Décidément, les libéraux ne s'entendent pas du tout sur nos échanges avec les Américains. Le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) est contre. Le chef du parti demande qu'on cesse les négociations. Un autre Québécois, peut-être leur futur président, le député de Laval-des-Rapides (M. Garneau), le prétendu expert du Québec en cette matière, tantôt est pour, tantôt est contre, il sait, il ne sait pas, il marche, il ne marche pas.

Si ce parti est vraiment sérieux, il devra discipliner ses troupes et manifester à la population canadienne sa position sur le développement de notre commerce bilatéral avec les États-Unis.

* * *

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA POSITION D'UN CANDIDAT À LA PRÉSIDENTIE DU PARTI LIBÉRAL

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, je prends la parole sur le même sujet. «Je demeure convaincu que le libre-échange avec les États-Unis est quelque chose de valable». Ce sont là, monsieur le Président, les mots d'un certain Michel Robert, qui a fait partie de la Commission royale d'enquête Macdonald et qui est maintenant candidat, Dieu seul sait pourquoi, à la présidence du parti libéral.

Il est bon d'apprendre qu'il y a au moins un libéral qui a une opinion à propos de cette question importante. Pour la plupart, les libéraux ne font que parler pour ne rien dire dans le miasme de la division interne qui afflige ce parti sans orientation et sans chef.

Soyez le bienvenu, M. Robert, au royaume de la pensée rationnelle et de la politique positive des conservateurs.

* * *

LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE L'IMMIGRATION

LES MISES À PIED À TERRE-NEUVE

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, à l'instar de mon collègue, le député de Grand Falls—White Bay—Labrador (M. Rompkey), je veux attirer l'attention de la Chambre sur ce qui se passe à Terre-Neuve, où des chargés de projets dans le cadre du programme de création d'emplois sont mis à pied. Il s'ensuit que, dans des régions rurales où il y a parfois jusqu'à cinq cent milles de côte, chaque chargé de projet doit gérer jusqu'à 90 projets, ce

qui constitue une situation impossible compte tenu du grand nombre de projets et de l'étendue de la côte à Terre-Neuve.

J'ai personnellement porté cette affaire à l'attention de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald). Maintenant que je lui en ai parlé et que je lui ai signalé les réalités de la vie rurale à Terre-Neuve ainsi que la difficulté de changer les choses dans cette partie du pays, j'ai confiance que cette affaire sera bientôt réglée, que mes compatriotes seront bien servis et que les employés qui font du si bon travail pourront continuer à servir les Canadiens en général et, ce qui est plus important, les Terre-Neuviens. J'attends avec impatience des nouvelles de la ministre.

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'APARTHEID

L'AFRIQUE DU SUD—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. En ce triste jour, le monde entier rend hommage aux victimes du massacre de Soweto. Le vice-premier ministre peut-il nous dire ce que le gouvernement canadien fait pour amener la communauté internationale à lutter de façon plus concrète contre l'apartheid en Afrique du Sud? Le vice-premier ministre peut-il nous dire si le premier ministre a communiqué avec M^{me} Thatcher au cours du week-end pour l'exhorter à revenir sur sa décision et à prendre des initiatives à cet égard? D'autre part, avons-nous communiqué avec les ministres des Affaires étrangères de la Communauté économique européenne qui se réunissent aujourd'hui pour examiner la possibilité de prendre des sanctions? Enfin, avons-nous communiqué avec les autres chefs d'État du Commonwealth pour établir s'ils sont prêts à se réunir avant le mois d'août pour discuter de cette situation urgente?

M. le Président: A l'ordre. En fait, il s'agissait de quatre questions.

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, le député dit que le monde entier commémore le massacre de Soweto. Il n'ignore pas que notre ambassade en Afrique du Sud a été fermée aujourd'hui. J'ai appris que le Canada était le seul pays représenté aux cérémonies commémoratives en Afrique du Sud.

Pour ce qui est de ses questions concernant les initiatives que le Canada a prises à cet égard, les réponses restent les mêmes. Le premier ministre n'a pas attendu le mois d'août pour agir et il continuera à prendre des initiatives.